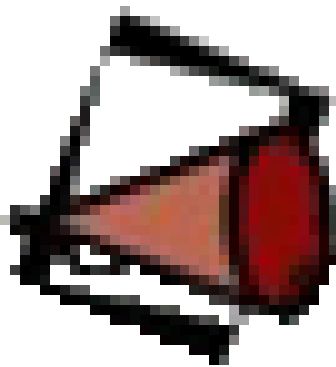


<https://www.pressegauche.org/La-FIPEQ-CSQ-invite-Sonia-LeBel-a-agir-et-a-venir-a-la-rencontre-des>



La FIPEQ-CSQ invite Sonia LeBel à agir et à venir à la rencontre des intervenantes en CPE



- Communiqués -
Date de mise en ligne : jeudi 29 avril 2021

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

MONTRÉAL, le 29 avril 2021 - La Fédération des intervenantes en petite enfance du Québec (FIPEQ-CSQ) a fait parvenir une lettre à la présidente du Conseil du trésor, Sonia LeBel, lui demandant d'intervenir dans la négociation des conventions collectives en centres de la petite enfance (CPE). Choquées du contenu des demandes normatives déposées par le ministère de la Famille et les employeurs à la table de négociation le 20 avril dernier, les membres de la FIPEQ-CSQ dénoncent les contradictions constantes dans le discours du gouvernement.

La fédération somme la ministre de faire reculer la partie patronale et de lui faire déposer rapidement des offres salariales, ainsi que des réponses aux demandes syndicales, qui sont à la hauteur des attentes des intervenantes en CPE. Il est incompréhensible que d'un côté le ministre de la Famille prétende vouloir valoriser la profession d'intervenante, mais que de l'autre son ministère et les employeurs songent à soustraire des acquis et forcer des heures supplémentaires aux intervenantes, qui sont déjà à bout de souffle. La FIPEQ-CSQ souligne que plusieurs songent à quitter le domaine et qu'il y a urgence d'agir afin d'arrêter l'hémorragie dans le réseau de la petite enfance et d'ajouter du sang neuf. Elle demande donc de s'entendre rapidement sur les conventions collectives, afin de garantir la création des milliers de places promises par le ministre de la Famille.

La lettre transmise à Sonia LeBel cite certaines des propositions reçues à la table de négociation de la part de la partie patronale et du ministère de la Famille, notamment une réduction des droits parentaux et de la conciliation famille, travail et vie privée, moins de garanties d'heures pour les éducatrices remplaçantes qui vivent déjà dans la précarité, un assouplissement de la procédure de probation à la faveur des gestionnaires, ainsi que la possibilité d'imposer des heures supplémentaires obligatoires aux intervenantes comme c'est le cas dans le réseau de la santé. La FIPEQ-CSQ souligne que ces intervenantes, à 98 % des femmes, sont passionnées, qualifiées, dévouées et attachées à leur profession et font déjà énormément de sacrifices pour que le réseau de la petite enfance reste fonctionnel, peu importe le contexte, et ce, depuis le début de la pandémie. Ainsi, elle juge inacceptable qu'un métier aussi névralgique pour la société québécoise ne mérite pas plus de reconnaissance.

« Nous essayons d'imaginer un futur où le Québec offrirait une place régie et subventionnée à chaque enfant et où chaque mère pourrait avec aisance regagner le marché du travail et participer à la relance économique. Par contre, encore une fois, tout semble reposer sur les épaules des intervenantes, mais elles ne sont pas prêtes à porter le blâme de la mauvaise foi de nos vis-à-vis aux tables de négociation. Elles ne se sentent pas écoutées ni appréciées, et aujourd'hui, elles sont en nombre insuffisant pour répondre à la demande. Pendant que le gouvernement continue à refuser d'injecter des ressources dans notre réseau, plusieurs nous écrivent quotidiennement qu'elles songent à quitter », déplore Valérie Grenon, présidente de la FIPEQ-CSQ.

La FIPEQ-CSQ maintient que ça prend un investissement immédiat pour maintenir les professionnelles de la petite enfance et attirer la relève. En tenant compte du contexte économique actuel, les membres réclament des hausses salariales d'environ 3,50 \$ sur trois ans. Cette mince augmentation des salaires des intervenantes en CPE est la seule marge de manoeuvre possible qui favoriserait l'attraction de personnel dans le cadre de la pénurie sans précédent dans le réseau de la petite enfance.

« Nous ne souhaitons rien de moins qu'un règlement rapide des négociations en cours. Nous ne souhaitons pas être un frein additionnel au ralentissement de l'économie du Québec. Nous demandons donc à Sonia LeBel de bien vouloir collaborer avec nous pour en arriver à une entente et transposer nos efforts à combattre les vrais enjeux sur le terrain, comme le manque de places criant pour les tout-petits », ajoute Valérie Grenon.

Invitation à la rencontre des intervenantes le 15 mai

Dans sa lettre, la FIPEQ-CSQ invite Sonia LeBel à venir rencontrer les intervenantes en CPE devant son bureau de circonscription à Trois-Rivières, le samedi 15 mai prochain. Par le fait même, la fédération lance un appel à toutes les intervenantes en CPE des différentes régions du Québec à venir échanger avec la ministre sur la fierté qu'elles ressentent pour le réseau de la petite enfance et les enjeux qu'elles vivent au quotidien. Les citoyens de tous âges, les parents en attente d'une place en service éducatif régi et subventionné et les partis d'opposition sont aussi invités à venir témoigner leur soutien dans cette action pacifique.

« Le temps est venu de valoriser la profession d'intervenante en petite enfance et de reconnaître l'apport de ces femmes à la société québécoise. Rien de mieux que de leur parler directement pour constater leur amour pour ce beau métier et leur envie de continuer à soutenir les familles et les tout-petits dans les premières étapes de leur développement. Nous espérons donc une grande participation à ce rassemblement familial », conclut Valérie Grenon.